

LE MARCHÉ LAITIER MONDIAL EST UN PIEGE POUR LES ELEVEURS ET UN PARI FATAL POUR L'UNION EUROPEENNE

André Pflimlin, 13 juillet 2015

Depuis quelques semaines on découvre qu'il y a trop de lait, non seulement sur le marché européen mais aussi sur le marché mondial ! Nous l'avions annoncé dès la rentrée de septembre 2014(1) mais le prix du lait était encore trop élevé pour que ce message soit entendu. La contrainte des quotas et le poids des pénalités en Europe du Nord puis une mini sécheresse en Nouvelle Zélande -très bien médiatisée- avaient permis de gommer cette première alerte. Fin 2014, les frigos des laiteries étaient pleins à raz bord mais pour Bruxelles il n'y avait pas de stocks publics, pas d'intervention, donc pas de problème. C'est la Rabobank (le Crédit Agricole des Pays Bas) qui avait annoncé dès le printemps 2015 que le marché mondial laitier serait saturé jusqu'à l'automne, voire au delà. Elle vient de le confirmer fin juin(2) en reportant l'embellie probable à 2016. En effet, en Nouvelle Zélande, les prix des poudres de lait qui stagnaient autour de 1800 à 2000€ la tonne depuis l'été 2014, ont chuté de 5 à 10% le 7 juillet dernier, correspondant à la 8^{ème} baisse consécutive depuis fin mars, alors que la nouvelle campagne laitière vient juste de redémarrer. Mais la production des principaux exportateurs ne s'est pas ralentie. Ni en Nouvelle Zélande malgré un prix du lait à la ferme à moins de 250€ la tonne depuis un an. Ni aux Etats Unis où le prix du lait a baissé nettement moins vite et moins fort et où la nouvelle loi sur la garantie de marge laitière vient de se mettre en place. Ni en Europe, malgré un prix du lait moyen autour de 300€ la tonne ces derniers mois, largement en dessous des coûts de production et masquant les situations les plus dramatiques. Dans les Pays Baltes, particulièrement touchés par l'embargo russe, le prix du lait est inférieur à 200€ la tonne depuis des mois ; ce printemps il était même à 160 –170 €/t en Lituanie pour les éleveurs en coopérative de vente et à 100€ sur le marché libre(3). Cette fois les conjoncturistes européens et français ne nient plus la crise. Le Parlement Européen s'en inquiète, les ministres de l'Agriculture aussi, mais l'Irlandais Phil Hogan, commissaire européen à l'Agriculture, continue à nier la crise. En espérant un miracle ou peut être une grande sécheresse pour éviter l'explosion à la rentrée de septembre? Plus sérieusement et malgré un discours plus polissé que celui de Mariann Fisher Boel, le nouveau commissaire, après l'intermède dacian Ciolos, s'inscrit parfaitement dans le choix « du tout marché» de la Commission, donc de la « guerre du lait interne et externe» annoncée dès 2009.

Pour comprendre les vrais enjeux de cette crise, pour ne pas se contenter d'une nième aide ponctuelle arrachée à Bruxelles, il faut prendre un peu de recul, revenir sur les choix stratégiques qui ont été faits il y a plus de 10 ans et dont on constate les effets aujourd'hui, quelques mois après la fin des quotas. Cette note ne fait que résumer et actualiser le message principal de notre livre sur l'Europe laitière publié en 2010, suite à la grève du lait de 2009 et qui dénonçait la double impasse de la politique laitière européenne: le marché libéral et le modèle de production industrielle(4).

Les risques de cette dérégulation avaient déjà été dénoncés par de nombreuses instances européennes, mais toujours niés par la Commission. Aujourd'hui, c'est l'heure de vérité ; c'est aussi le moment d'expliquer ce qui se passe, pour proposer les vrais changements qui s'imposent.

I. Pourquoi le marché mondial est-il un leurre pour les éleveurs européens ?

Parmi les justifications de la Commission pour la suppression des quotas, l'accroissement de la demande mondiale en produits laitiers était l'un des arguments majeurs, largement repris par les grands groupes laitiers européens privés ou coopératifs. Bloquée par les quotas depuis 30 ans, l'Europe avait perdu des parts de marché au profit de la Nouvelle Zélande qui avait triplé ses exportations. Il fallait donc revenir en force pour reconquérir les marchés asiatiques en pleine expansion, l'eldorado chinois tout particulièrement. Ce discours simple et percutant était rarement étayé par une étude un peu solide, alors qu'il était pourtant bien fragile... Car il ne faut pas confondre l'évolution de la

consommation mondiale en produits laitiers à long terme et le marché mondial qui reste marginal et nettement plus chaotique à court et moyen terme.

A. Le marché mondial des produits laitiers reste marginal en volume et surtout en valeur (5)

- La production et la consommation mondiale de lait sont l'ordre de 800 millions de tonnes par an (780 M t en 2013) avec une croissance moyenne de 1.5 à 2% / an, **soit +12 à 16 M T / an.**
- Le marché mondial des produits laitiers ne porte que sur 7% de la production laitière totale soit 55 millions de tonnes équivalent-lait en 2013. Sauf exceptions, c'est un marché de surplus, l'essentiel de la production est autoconsommée dans les pays ou unions de pays.
- C'est un marché avec une croissance moyenne de 3 à 4% par an depuis 2000, **soit environ + 2 M t /an** mais à forte variabilité entre produits et entre années.
- **Les produits industriels standardisés, donc très concurrentiels représentent l'essentiel des volumes** (poudres de lait et de lactosérum, beurre et ingrédients divers). Les exportations de fromages ont cependant, progressé plus rapidement sur la dernière décennie, représentant un quart des tonnages en 2013 et nettement plus en valeur. Malgré cela, la majorité des investissements européens récents portent sur les tours de séchage pour faire de la poudre.
- **Trois exportateurs fournissent plus de 70% du marché mondial.** Ils ont des modes de production très différents et plus ou moins sensibles aux aléas climatiques ou aux prix des céréales. Une bonne ou une mauvaise année chez l'un des trois fait chuter ou flamber les prix mondiaux.
 - La Nouvelle Zélande fait du lait de pâturage, avec des coûts de production très faibles, (<200€/t.) mais la production est très sensible à la pluviométrie (+/-10% = +/- **2 M t /an** entre années extrêmes, bien arrosée ou sèche)
 - Les Etats Unis font l'essentiel du lait avec du concentré très lié au prix du maïs mais les gros troupeaux hors-sol ont de faibles charges de main d'œuvre et de bâtiments, du fait de l'absence de règles sociales et environnementales dans la plupart des Etats de l'Ouest.
 - Les pays de l'UE ont des modes de production souvent intermédiaires entre les deux précédents mais avec des troupeaux beaucoup plus petits et des charges nettement plus élevées pour le logement et l'équipement du fait du climat mais aussi des règles environnementales et sociales plus strictes.
- **La Nouvelle Zélande exporte plus de 90% de sa production principalement sous forme de poudre et beurre**, produits pour lesquels elle couvre un tiers du marché mondial et par conséquent elle y impose ses prix. Pour les USA l'export ne représentait que 5-7 % jusqu'en 2008 contre 10% pour l'UE. Mais c'est un secteur en forte expansion pour ces deux challengers qui veulent gagner des parts du marché asiatique aux dépens de la NZ et de Fonterra, principal fournisseur régional qui y est historiquement très bien implanté et qui dispose d'une matière première bon marché. Ainsi Fonterra, «coopérative» qui a le quasi-monopole de la collecte, de la transformation et des exportations, couvre 90% des importations chinoises en poudres grasses et 50% en poudre maigres, les poudres grasses représentant 75% du total. Par conséquent la lutte pour ce marché chinois s'annonce particulièrement risquée pour les laiteries européennes qui y vont en ordre dispersé.

B. L'alignement du prix du lait en Europe sur le marché mondial se traduit par une volatilité croissante et incontrôlable

Nous avons vu précédemment que le marché mondial des produits laitiers était très étroit, très sensible aux aléas climatiques et hyper concurrentiel puisque l'essentiel des volumes porte sur les poudres de lait standards, qui de surcroît se stockent et se prêtent bien à la spéculation. En 2014 on a additionné les conditions favorables à la production (prix du lait élevé et alimentation abondante), alors que les marchés chinois et russes se réduisaient brusquement.

Mais au delà de ces événements conjoncturels il apparaît clairement dans les graphiques de la Commission (6) que le prix du lait à la ferme en Europe est désormais très lié aux cours mondiaux beurre –poudre dont la volatilité est croissante (graphes 1 et 2) Cet alignement n'est pas cohérent avec le fait que près de 90% de la production est consommée sur notre marché interne sous forme de produits laitiers à plus forte valeur ajoutée que le beurre poudre du marché mondial ! A qui profite ce différentiel ? Seuls le lait Bio et le lait d'un certain nombre d'AOC-AOP fromagères ne suivent pas le prix du lait mondialisé.

Cette volatilité du prix du lait n'est pas compatible avec le développement d'une production laitière durable et de qualité, ni avec l'installation des jeunes qui n'ont plus aucune garantie de revenu et qui sont à la merci des banques dès qu'ils prennent le risque d'investir.

C'est pourquoi il faut dire clairement que la crise de 2015 n'est pas un accident imprévisible mais bien le révélateur des effets de la dérégulation programmée par la Commission, sans nouvelles mesures de sécurisation des revenus. Reprenons les faits pour bien comprendre :

- En 2014, année favorable pour le prix du lait et pour les fourrages, la production laitière a augmenté de près de 10 % en NZ, 5 % en UE et 2,4 % aux USA, soit **un surplus de lait de plus de 11 millions de tonnes** pour ces trois concurrents et dont l'essentiel a été transformé en poudre de lait, soit un surplus de 20% par rapport au marché mondial. Parallèlement la production mondiale ayant augmenté de 20 millions de tonnes, il n'y avait pas de pénurie non plus dans la plupart des autres pays.
- Depuis août 2014, l'embargo russe sur les produits laitiers a fermé un gros marché pour l'UE, notamment sous forme de fromages et beurre représentant l'équivalent de 2 millions de tonne de lait par an. Faute de solution à la crise ukrainienne, cet embargo perdure et ces 2 millions de tonnes viennent s'ajouter aux 11 millions de surplus de production en 2014.
- La Chine a fait des achats massifs de poudre au 1^{er} trimestre 2014, prolongeant les achats déjà importants de fin 2013. Ces très fortes importations ont pénalisé le prix du lait interne qui était monté à plus de 500€ la tonne fin 2013, pour rechuter de 20% au printemps 2014. Cette crise a entraîné de nombreuses cessations, notamment chez les petits producteurs souvent éliminés de la collecte, mais aussi dans les grands troupeaux. Ce qui a justifié une intervention des pouvoirs publics chinois qui misent sur le développement des très grands troupeaux intégrés aux laiteries pour sécuriser leur production laitière (7) A partir du 2^{ème} trimestre 2014 les importations ont été nettement plus modestes et ce jusqu'à l'été 2015. De plus la croissance du pays s'est ralentie dans de nombreux secteurs et la bourse de Shangaï vient de perdre 30% ce début juillet. A moyen terme, les importations chinoises de poudre pourraient rester au niveau des années 2011-2012 plutôt que celui du pic 2013-14.
- Face au surplus d'offre et à la réduction de la demande (Chine et Russie) le prix du lait s'était effondré sur le marché mondial avec une chute de 40% du prix du lait à la ferme en Nouvelle Zélande dès l'été 2014. La chute a été de 30% en Europe de façon plus progressive et plus marquée au Nord et à l'Est. Par contre, aux Etats Unis, le prix du lait est resté élevé jusqu'en fin 2014, du fait d'une demande soutenue en beurre pour le marché interne et pour le Japon.
- En 2015 la production s'était ralentie en Europe au cours du 1^{er} trimestre sous l'effet conjugué de la baisse du prix du lait et des pénalités en cas de dépassement du quota, près de la moitié de la production UE étant encore bridée par les quotas. Une mini-sécheresse en NZ avait entraîné une remontée des cours faisant les gros titres des journaux agricoles de mars. « Une hausse spectaculaire qui semble s'inscrire dans la durée ; c'est un mouvement puissant qui laisse présager des cours très élevés au deuxième semestre, après le pic de collecte» pouvait-on lire dans l'Eleveur Laitier de mars 2015. Hélas, l'embellie fut de très courte durée. Un peu de pluie en NZ et depuis la fin des quotas, une forte relance de la production dans les pays d'Europe du Nord et du Nord Ouest ont balayé ces prévisions un peu top hâtives. D'où ce nouveau titre dans l'Eleveur Laitier de juillet « Face au rebond de la production, plus personne n'envisage d'embellie»

- En Nouvelle Zélande, la campagne laitière 2014-15 s'est terminée avec une collecte supérieure au record historique précédant et ceci malgré un prix du lait en baisse de 40% et un coup de sec en janvier- février 2015. Avec un coût de production autour de 200€ par tonne, main d'œuvre comprise, les éleveurs néozélandais semblent bien résister à un prix du lait à 240€ la tonne depuis un an.
- Il n'en est pas de même des éleveurs européens dont les coûts de production sont plus élevés et nettement plus variables selon les pays et les systèmes. Ce coût de production moyen 2005-2010, avant rémunération de la main d'œuvre familiale et des capitaux propres, était de l'ordre de 260€ / t en Allemagne et en France et de 350€ / t au Danemark. Seuls les éleveurs irlandais avec des systèmes herbagers peu coûteux peuvent rivaliser avec les Néo-Zélandais et résister à une chute prolongée du prix du lait. Inversement, la majorité des éleveurs danois, malgré un volume de lait par ferme 3 à 4 fois supérieur, ne peuvent supporter aucune baisse...et travaillent à perte, le plus souvent depuis 2008-2009.

C. Ni le paquet-lait, ni la nouvelle PAC, ne peuvent corriger cette volatilité du prix du lait

Suite à la crise de laitière de 2009, le conseil des ministres de l'agriculture avait demandé à la Commission de faire des propositions pour éviter de nouvelles crises ou d'en atténuer les effets. Cela s'est concrétisé par le paquet-lait, adopté en 2012, malgré de nombreuses critiques. Ce paquet lait s'est fortement inspiré de l'exemple Suisse qui nous avait précédé, à la fois pour la mise place et pour la sortie des quotas. Six ans plus tard, les études sur ce pays montrent que ni les organisations de producteurs, ni la contractualisation n'ont réussi à limiter la course au volume, ni à enrayer la baisse du prix du lait (de l'ordre de 30%) qui reste cependant supérieur au prix européen. De plus, les aides directes à l'hectare sont restées très élevées (>2000€/ha) (8).

Pour l'UE, ce paquet lait a été adopté de façon très diverse selon les pays de l'UE mais globalement il couvrait moins d'un quart de la production fin 2014. De plus la contractualisation porte sur les livraisons mais sans aucune garantie de prix. Et comme le prix d'intervention officiel a été abaissé à 215€ la tonne d'eq-lait, bien en dessous du seuil de survie, les éleveurs laitiers européens réalisent qu'il n'y a plus de filet de sécurité!

Mais la Commission reste ferme sur ses positions:(9)

- Même si tous les indicateurs sont passés au rouge depuis l'été 2014, la Commission Européenne ne veut pas entendre parler de crise, encore moins de remise en cause de la dérégulation du marché laitier européen. Elle dit qu'elle dispose de tous les instruments, pour gérer la situation et que le « paquet lait» doit permettre aux éleveurs de s'organiser pour passer ces périodes délicates. Or les éleveurs ont bien compris que ni les organisations de producteurs ni la contractualisation ne peuvent apporter de garantie de prix face à un marché mondial livré à tous les aléas ; tout d'abord les aléas climatiques de plus en plus fréquents et graves ; la spéculation financière dénoncée mais pas contrôlée mais aussi le dumping social et environnemental, ignoré par l'OMC
- Malgré la mise en place de l'observatoire du marché du lait, la Commission navigue à vue, elle ignore l'état des stocks -considérables fin 2014- car non déclarés par les laiteries. Elle « croit » en l'autorégulation par le prix, et prévoit une croissance faible pour 2015 (1.2%) et même un retour à l'équilibre dès 2016 ! Or plusieurs pays ont accru leurs livraisons de mai de 5 à 10% par rapport au record de 2014 et ce malgré une chute du prix du lait de 30% (10)
- La Commission feint d'ignorer que pour la période 2014-2018, les Etats Unis offrent à leurs éleveurs une réelle garantie de marge sur coût alimentaire dont une partie est couverte par l'Etat. Et que dans ce même pays très libéral, l'Etat pourra acheter des produits laitiers en grande quantité si besoin, pour l'aide alimentaire dont le budget est deux fois supérieur au budget agricole. De même qu'elle semble ignorer que la plupart des grands pays protègent leur marché laitier et leurs producteurs notamment la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, le Canada et bien d'autres.

- La Commission continue d'être sourde aux critiques récentes sur l'orientation et la gestion de la politique laitière mais aussi sur l'absence d'études d'impact sur les régions d'élevage en zones défavorisées, ultra-périphériques ou de montagne, critiques renouvelées par le Comité des Régions en 2013 et 2015 (11) et par le Parlement européen en ce juillet 2015(12). Critiques de la Cour des Comptes et du Comité Economique et Social européen que la Commission avait déjà balayées en 2009 au nom de la priorité au marché.
- Tout cela montre que les Instances dirigeantes européennes -Conseil et Parlement d'abord- ont fait un pari déraisonnable, en avalisant les propositions de la Commission, de libéraliser le marché laitier. En devançant les règles de l'OMC –devenue muette depuis- aux dépens des producteurs et sans étude d'impact crédible sur l'emploi, la vie rurale, l'environnement et l'aménagement du territoire mais aussi sur la sécurité alimentaire des Européens. Et ceci malgré les interpellations et les critiques précédentes!

II. Les projets d'accord de libre échange s'annoncent encore plus destructeurs

Face à l'enlisement de l'OMC, où les négociations commerciales semblent trop transparentes et démocratiques donc faciles à bloquer, les Etats Unis misent désormais sur les accords bilatéraux plus discrets dont un traité trans-pacifique pour contrôler l'expansion de la Chine, et un traité trans-atlantique pour imposer les normes euro-américaines au commerce mondial. Ces accords visent également la suppression de tous les droits de douane et autres protections non tarifaires, ainsi que l'accès aux marchés publics, dans tous les secteurs.

- Les négociations en cours sur ces accords de libre-échange UE- US montrent que la Commission et le Conseil persèverent dans la mauvaise direction, en acceptant de discuter de la suppression des droits de douane pour l'agriculture et l'alimentation, ainsi que l'harmonisation des règles sanitaires avec un pays très puissant et bien mieux armé pour ce type de négociation que l'UE à 28. L'histoire montre clairement que ce pays a toujours su protéger ses acquis et arracher des concessions aux autres. Demain ce sera le cas pour les OGM, le bœuf aux hormones, la fin des appellations d'origine au profit des marques...
- Ce projet comporte aussi une clause de règlement des litiges Investisseurs-Etats par un arbitrage privé (ISDS) ; clause incompatible avec la souveraineté des Etats. Cependant la Commission a déjà signé un protocole d'accord du même type avec le Canada (CETA). Concernant la discussion avec les USA (TTIP) le Parlement Européen vient de s'opposer clairement à cette forme d'arbitrage privé discutée par la Commission. Cependant il n'a pas voulu exclure l'agriculture et l'alimentation du projet d'accord avec les Etats Unis.
- L'Europe agit d'ailleurs de même envers les pays d'Afrique de l'Ouest en leur imposant les APE (accords de partenariat économique)(13) qui envisagent aussi la suppression des droits de douane, notamment sur la poudre de lait et l'interdiction d'en remettre, empêchant tout développement de l'élevage laitier dans cette grande zone du Sahel, au risque de la déstabiliser encore davantage au profit des extrémistes d'AQMI et de Boko Haram. Et pourtant l'exemple de six pays d'Afrique de l'Est, dont le Kenya et le Rwanda, démontre que l'instauration d'un droit de douane de 60% sur les importations de poudre de lait depuis 2004 a fait décoller la production laitière à partir des très petits troupeaux, permettant d'envisager l'autosuffisance de ces pays d'ici peu.
- L'Europe serait bien mieux inspirée en envisageant des accords de coopération politique et économique avec les pays du pourtour méditerranéen qui manquent de terre et d'eau pour être autonome en lait mais qui ont du gaz et du pétrole. Ces accords donneraient bien plus de visibilité à nos exportations que de parier sur le marché chinois, donc davantage de sécurité pour nos producteurs, comme pour les populations de ces pays aux portes de l'Europe.

Y a-t-il des gagnants dans cette course à la libéralisation ?

Outre la finance et les multinationales de l'internet qui ont tout à gagner dans cette libéralisation, le secteur de l'agro-industrie en est aussi un acteur de premier plan.

- L'industrie laitière et les IAA d'une façon plus générale ainsi que le commerce sont particulièrement mobilisés pour ces négociations de libre échange, notamment à Bruxelles. Leurs fédérations européennes exercent un lobbying très soutenu auprès de la Commission et du Parlement Européen. D'après CEO(14) le secteur de l'agroalimentaire mobiliserait à lui seul autant de lobbyistes que les tous les autres secteurs industriels réunis.
- L'analyse des marges en France (Franceagrimer) et en Europe montre clairement que le partage des marges évolue en défaveur des producteurs depuis des décennies. Elle montre aussi que la volatilité des prix est maximale pour les producteurs, intermédiaire pour les transformateurs et faible pour les distributeurs. Car il n'y a qu'une faible répercussion des baisses aux consommateurs. Par conséquent la volatilité du prix du lait est sans risque, voire plutôt bénéfique pour les distributeurs. Il en est un peu de même pour les transformateurs, à un niveau intermédiaire.(15)
- Le fait que 60% du lait européen soit collecté et transformé par les coopératives ne change rien à ce partage des marges et des risques. Les coopératives laitières ayant une plus grande part de poudre de lait dans leur mix-produit que les privés sont mêmes plus exposées aux fluctuations des prix du marché mondial.
- De plus le regroupement au niveau européen, du COPA (syndicats de producteurs) avec la COGECA (coopératives de transformation), empêche toute expression claire et autonome des producteurs. Ainsi le COPA-COGECA a été parmi les premiers à co-signer un plaidoyer en faveur des accords de libre échange. On constate la même confusion de casquettes en France, à la FNSEA.

III. Poser les bonnes questions, respecter les hommes et les territoires

On ne peut que déplorer l'absence d'études approfondies sur les marchés et les consommateurs de demain prenant réellement en compte les contextes et les cultures. Les grandes instances internationales se contentent de prolonger des tendances en croisant l'évolution de la démographie, de l'urbanisation et du niveau de vie moyen, pour conclure que la demande en produits animaux va doubler d'ici 2050...Et même si la tendance se vérifiait à terme, on ne peut laisser le marché et les traideurs gérer l'ajustement global entre la production et la consommation, sans risque d'émeutes de la faim comme en 2008. Ni la FAO, ni les G 7 ou G 20 n'ont pris d'engagements concrets pour y remédier! Ces instances condamnent la spéculation sur les produits alimentaires, elles reconnaissent qu'il faudrait des stocks publics de régulation pour les aliments de base mais ne font rien pour les mettre en place, ni pour favoriser la souveraineté alimentaire des pays en développement.

Ce serait à l'Europe de donner l'exemple. Mais à Bruxelles on gère, on réglemente, on contrôle, on négocie âprement des compromis entre les égoïsmes nationaux comme le montrent le cas grec ou celui des migrants. Et la pensée politique, économique et sociale semble soumise prioritairement aux lois du marché et à l'utopie de la concurrence parfaite, qui ignorent et broient les vies humaines !

- De plus pour les études d'impact permettant d'éclairer les choix politiques, les outils de recherche conditionnent souvent les réponses, portant soit sur un champ soit trop large soit trop restreint, sans changement d'échelle pour intégrer les différents niveaux, permettant de vérifier qu'il n'y a pas de contradiction entre les intérêts particuliers et l'intérêt général.
 - Les modèles macro-économiques visent à optimiser le « bien être global », donc d'abord celui des consommateurs qui sont les plus nombreux. Mais l'observation des faits va souvent à l'encontre des résultats de simulation. Ainsi, au Canada, malgré un système de quota en place depuis 40 ans et un prix du lait indexé sur le coût de production, les prix des produits laitiers pour le consommateur n'étaient pas différents de ceux des Etats Unis pour la période 2000-2008 (16) De plus dans ces modèles il y a un si grand nombre d'hypothèses et de paramètres qu'une analyse de sensibilité, lorsqu'elle existe, est

souvent difficile à interpréter. C'est pourtant sur ce type d'études que se font les choix stratégiques à Bruxelles et à Washington (notamment pour le TTIP).

- Inversement au niveau de la ferme, les analyses de revenu des producteurs de lait européens à travers le RICA risquent de nous enfermer dans une comparaison économique étroite, décontextualisée, toutes choses égales par ailleurs, ne pouvant qu'exacerber la compétition entre régions et pays, du moins si ces études ne s'appuient pas sur une connaissance approfondie des élevages et de leur environnement. Cette compétition encourage inévitablement la course au volume d'un lait standard, sans prise en compte des éleveurs voisins, de la vie rurale, des attentes des citoyens consom-acteurs et de l'ensemble des biens publics associées. Ces derniers n'étant toujours pas chiffrés, ils ne pèsent pas dans les choix actuels, au niveau de la ferme et de la filière.
- Entre ces deux types d'études, il y a comme un vide laissant place aux croyances, et notamment aux vertus du seul marché, telles que prêchées par Mariann Fisher Boel la danoise, commissaire à l'Agriculture chargée de piloter la sortie des quotas laitiers. Aujourd'hui il est évident pour tout le monde qu'elle s'est doublement trompée. D'abord sur l'atterrissage en douceur et l'autorégulation de la production par le marché car en 2015, la majorité des éleveurs continue de produire à perte parce qu'ils n'ont pas d'autre choix, même s'ils savent très bien qu'il y aura toujours plus compétitif qu'eux sur cet indicateur de revenu partiel et partial. Ensuite sur le modèle de production européen pour conquérir le marché mondial : les éleveurs laitiers danois sont devenus les champions du monde pour la productivité en tonnes de lait par travailleur familial mais les derniers de la classe européenne quant au revenu. Pire encore, bon nombre d'entre eux sont devenus les forçats des banquiers, n'ayant d'autre choix que de continuer à traire de plus en plus de vaches dans une ferme très moderne qui ne leur appartient plus.

Phil Hogan l'irlandais, ne se battra pas pour défendre le modèle danois mais il reste parfaitement dans la ligne libérale et dans la logique de compétition de la Commission, en pensant discrètement que les éleveurs irlandais résisteront plus longtemps que les autres.

Comme le dit si bien Edgar Morin (17) « *Technocratie et Compétitivité sont les deux mamelles de nos sociétés, la première ignore les personnes, la seconde les manipule* »

Conclusion et propositions

Le pari du marché mondial fait par Bruxelles et par bon nombre de nos laiteries est un jeu de dupes pour les producteurs de lait européens. « Libérer la croissance laitière européenne pour conquérir un marché mondial imprévisible, de plus en plus spéculatif et où tous les coups sont permis, y compris le dumping social et environnemental (18) est un pari indéfendable non seulement face aux éleveurs mais aussi face à tous les citoyens-consommateurs européens.

Mais c'est aussi un risque majeur pour la cohésion de l'Union Européenne. En programmant une compétition sauvage et suicidaire entre éleveurs, entre régions et entre pays d'Europe bien trop hétérogènes, on favorise les exclusions et la montée des extrêmes anti-européens.(19)

D'où trois propositions de réforme qui dépassent largement le seul secteur laitier:

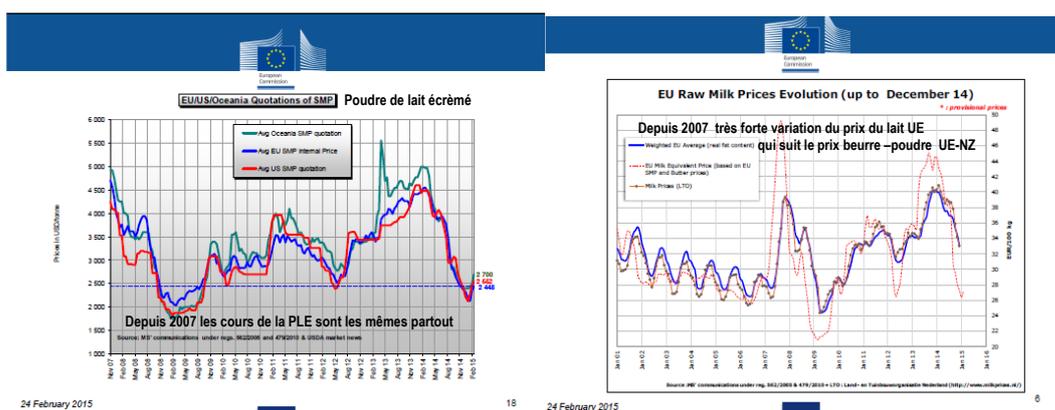
- **Il faut d'abord se recentrer sur le marché européen** avec des produits à plus forte valeur ajoutée pour l'essentiel de notre production. Il faut aussi négocier des accords pérennes avec nos voisins du sud de la Méditerranée pour des volumes et de prix semi-garantis du type « lait contre gaz+pétrole» Ils sont déjà nos clients et partenaires les plus importants, bien au-delà du secteur agricole.
- **Il faut dire non, très clairement, aux accords de libre échange UE-US et Canada** pour les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation mais aussi dire non aux APE pour permettre aux

pays d'Afrique de l'Ouest de développer leur production laitière et non pas les noyer avec nos surplus et des accords commerciaux à courte vue.

- **Il faut revenir sur les choix politiques et stratégiques initiés par la Commission depuis deux décennies** et qui perdurent malgré un contexte mondial très différent, de plus en plus imprévisible : terrorisme, migrants, chômage, insécurité alimentaire, finance folle et surendettement des Etats, épuisement des ressources naturelles et changement climatique.

La Commission étant sourde à toute initiative en faveur de la souveraineté européenne, cette réorientation politique devra être portée par le Parlement Européen, élu par les peuples d'Europe et devant en rendre compte.

Graphes 1 et 2 montrant que les cours de la poudre de lait écrémé sont les mêmes (UE, US, NZ) et que le prix moyen du lait UE suit désormais les variations des cours mondiaux beurre- poudre



André Pflimlin, 13 juillet 2015

Auteur de : *Europe laitière, valoriser tous les territoires pour construire l'avenir* ; Editions France Agricole 2010

Ancien ingénieur à l'Institut de l'Élevage. Expert Lait auprès du Comité des Régions à Bruxelles.

Références :

- (1) Alerte rouge sur l'Europe laitière? A. Pflimlin 16 09 2014
- (2) More milk than market; Rabobank's latest dairy outlook 22. June 2015
- (3) Milk-news; EMB bulletin juillet 2015
- (4) Europe laitière ; valoriser tous les territoires pour construire l'avenir; A. Pflimlin Ed. France Agricole 2010
- (5) Marché mondial, Produits laitiers, Institut de l'Élevage ,N°447 Juin 2014, N°458, Juin 2015
- (6) www.European Milk Market Observatory
- (7) Chine_Abcis, février 2015
- (8) La sortie des quotas laitiers en Suisse ; JC Kroll, revue Chambres d'Agriculture N°1043, mai 2015
- (9) Intervention de B Missonne DG AGRI au Comité des Régions les 27 11 2014 et 16 04 2015
- (10) L'Éleveur laitier, N° 237, Juillet-août 2015
- (11) L'avenir du secteur laitier, Avis du Comité des Régions, R. Souchon 16 04 2015
- (12) Rapport sur la mise en œuvre du «paquet lait» J. Nicholson, Parlement Européen, 7 07 2015
- (13) APE : cet accord doit encore être ratifié par le Parlement Européen et par les Pays d'Afrique de l'Ouest
- (14) TTIP: A loose-loose deal for food and farming; Corporate Europe Observatory, July 8. 2015
- (15) Fin des quotas laitiers européens: une nouvelle ère pour la filière française; P Raso, G Rippe-Lascourt, Panorama, 2015
- (16) La filière laitière au Canada : un modèle de régulation exportable ? Institut de l'Élevage, DEE 395, nov. 2009
- (17) La Voie ; E Morin Edition Fayard. 2011
- (18) La filière laitière aux Etats Unis : restructuration et délocalisation accélérées. Institut de l'Élevage, DEE N°378b, Juin 2008
- (19) L'alerte anti Europe pourrait être salutaire ? A Pflimlin, Forum & Debats ; La Croix 23 06 2014